

Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: 40 (2003)

Heft: 1545

Rubrik: Impressum

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 27.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Si tu veux la paix prépare la guerre

Adavos, station de ski grisonne policée, les puissants vont faire leurs emplettes. L'armée suisse pourra viser le ciel, tirer s'il le faut. Sur terre on frappera la contestation, mais avec savoir-vivre. On ne pourra plus bloquer tout le monde à Zurich. L'opposition doit pouvoir se manifester. Pacifiquement, bien sûr.

La nouvelle ministre des affaires étrangères pourra rencontrer le secrétaire d'Etat américain. Au coin du feu, la première saura faire preuve de fermeté au nom du Gouvernement suisse. Son hôte montrera la plus grande politesse. La Suisse exprimera ses doutes et sa préoccupation à la pensée d'un conflit imminent. Les Etats-Unis brandiront leur bon droit et une histoire séculaire d'interventions en faveur de la paix dans le monde. A la fin on évoquera un avenir meilleur. On boira quelques verres de champagne avant de se confier à la presse impatiente.

On prépare la guerre. Mais c'est la paix qu'on souhaite. Même si on finira par faire la guerre.

Comme d'habitude les soldats s'entassent déjà aux frontières. La Turquie est au cœur du dispositif. C'est dans l'ordre des choses. Elle pourrait échanger sa disponibilité contre un accueil plus chaleureux au sein de l'Union européenne. Au demeurant, l'arsenal militaire enflé sous les sables roses du golfe. La propagande lève la voix. Les inspecteurs de l'ONU cherchent et ne trouvent pas. Ils peuvent seulement deviner le danger. Les ultimatums arrivent au bout. Epuisés, ils déroulent leurs promesses équivoques. Collaborez! ou c'est la guerre. Oui, un ultimatum est une menace. Bref, Saddam Hussein mourra ou se sauvera. Il partira en exil. Ou résistera. L'Arabie saoudite sombre-

ra dans le chaos. Le pétrole épuisera ses réserves. Et l'Iran applaudira de deux mains de l'autre côté du Tigre et de l'Euphrate.

Le *World Economic Forum de Davos* (WEF) va discuter de mondialisation. Que faire d'autre? Depuis 1971, et une première édition consacrée aux affaires européennes, le Forum a grandi. Il regroupe maintenant les sociétés et les multinationales les plus influentes du globe. Leur fonds de commerce est la planète. Leur marché est à l'échelle du monde. Mais leurs ambitions dépassent les enjeux économiques.

La politique et l'intérêt général

Au sommet des Alpes, le Forum WEF fait de la politique. On peut parler de tout et tout peut arriver. Comme en 1988, quand les gouvernements turc et grec ont mis fin à leurs différents belliqueux. Ou, en 1990, quand la réunification allemande a pris le large. Bref, la scène est à la hauteur des coups de théâtre. Lula, le nouveau président brésilien, n'a pas hésité. Après Porto Alegre et les copains il ira à Davos où se terrent les ennemis. Dire non, c'est bien. Négocier, c'est encore mieux. On fabule aussi d'une rencontre imminente entre Saddam Hussein et Colin Powell. Mais ce ne sont que bruits de couloir.

Si les verts acceptent le défi, les socialistes suisses, en revanche, boudent par principe. Ils font les morts sur les trottoirs. Le symbole est d'envergure. Il se souvient de toutes les victimes de la mondialisation. Terme vague. Un rien fourre-tout. Une embrassade œcuménique qui vous étrangle. La mondialisation est une enfilade de sigles familiers: OMC, FMI, BM, etc. et une supercherie planétaire au nom de l'intérêt général, dont le Forum de Davos est un avatar.

Un ami, Jean-Christophe Graz - chercheur invité au *Center for Global Political Economy* de l'Université de Sussex (Royaume-Uni) - m'écrit: «Personne n'est dupe sur l'intérêt général que le Forum prétend incarner. Il ne faut pas oublier que c'est toujours le réseau de contacts qui demeure la première motivation des participants. Nul autre qu'un habitué comme Jacques Atalli, l'ancien conseiller spécial de François Mitterrand, ne le dirait mieux: «le Forum reste un hôtelier qui permet de gagner du temps, un économiseur de voyages d'affaires». Alors que les dirigeants disent apprécier la bouffée d'oxygène de Davos pour se propulser hors de l'actualité immédiate, chaque année la conjoncture les rattrape dans le règlement des affaires courantes.

L'intérêt général suppose rompre la scission de classe sur laquelle tout le succès de Davos a été fondé. Malgré sa conversion à la mondialisation responsable, la culture managériale du Forum l'empêche d'inclure au-delà de son propre cercle de dirigeants l'immense majorité des laissés pour compte de la mondialisation du capitalisme. La Fédération des églises protestantes de Suisse a beau se réjouir de partager le thé avec les PDG de Nestlé ou Novartis dans le cadre de l'*Open Forum Davos 2003*, mais une organisation comme Greenpeace ne s'est pas fait prier pour quitter un dialogue qui n'en a jamais été un après avoir été écartée de la *Task Force* censée débattre à ses côtés du rôle de l'industrie automobile dans la gestion du changement climatique. Pour Greenpeace comme pour tant d'autres, les opportunités de changement social à l'échelle mondiale et les conditions requises pour en assurer la dimension émancipatrice ne passent pas par Davos. Il termine en se demandant «pourquoi

les pouvoirs publics s'emparent-ils encore de fournir près de neuf des dix millions de francs nécessaires à la sécurité l'édition 2003? Alors qu'il apparaît clairement que le WEF ne peut pas prétendre forger des alliances sociales suffisamment larges pour avoir un rôle légitime sur la scène internationale. L'image de la Suisse en tant qu'espace de dialogue n'est dans ces conditions pas à vendre.» Le WEF est à bout de souffle. Il va s'écrouler, et chuchoter je meurs. Mais ça risque d'être long.

Il ne reste alors que l'*Autre-Davos*. Je ne parle pas de Porto Alegre. Mais de la réunion de Zurich réunissant l'élite rebelle du pays. Un long happening de séminaires, conférences, rencontres, débats à la barbe de la fatalité économique. Ou mieux encore attendre le prochain G8. En face, de l'autre côté du Léman. On pourra mettre le feu au lac en paix. Car la guerre est ailleurs. *md*

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:
Jean-Daniel Delley (jd)

Rédaction:
Marco Danesi (md)

Ont collaboré à ce numéro:
Alex Depraz (ad)
André Gavillet (ag)
Jacques Guyaz (jg)
Roger Nordmann (rn)
Albert Tille (at)

Forum:
Michaël Voegtl

Composition et maquette:
Allegra Chapuis
Marco Danesi

Responsable administrative:
Isabelle Gavric-Chapuisat

Impression:
Ruckstuhl SA, Renens

Abonnement annuel: 100 francs
Étudiants, apprentis: 60 francs
@bonnement e-mail: 80 francs
Administration, rédaction:
Saint-Pierre 1, cp 2612
1002 Lausanne
Téléphone: 021/312 69 10
Télécopie: 021/312 80 40
E-mail: domaine.public@span.ch
CCP: 10-15527-9

www.domainerepublic.ch